solidaire

★ Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ 02/513.66.26
Edition spéciale – 8 avril 1992 ★

Arrêtez le bulldozer antisocial... avant qu'il vous écrase

Madame la Baronne paiera désormais moins cher ses manteaux de fourrure et ses bijoux, les capitalistes bourrés aux as feront des économies sur leurs luxueux yachts. Vous, par contre, vous débourserez davantage pour les produits de première nécessité que sont le charbon, l'alimentation, le savon ou pour l'entretien de vos vieux parents malades.

Le cadeau de Pâques de Dehaene et Coëme

En août, de nouvelles mesures d'austérité seront appliquées. Entre maintenant et la fin 1996, 822 milliards seront épargnés, soit 205.000 francs par ménage, en cinq ans. A partir de 1997, ce montant s'élèvera à 60.000 frs par an et par ménage! Cela ne peut se faire qu'au prix du démantèlement de la sécurité sociale, d'une diminution des effectifs des services publics et par de nouveaux sacrifices (saute d'index, non-indexation temporaire des échelles fiscales). Ce gouvernement veut répandre la misère et organiser le désespoir et l'insécurité de centaines de milliers de gens.

(1) La retenue actuellement prélevée sur les allocations familiales (375/675 frs par mois) est remplacée par une augmentation de 1% des cotisations sociales pour tous les salariés. Cette mesure s'applique aussi aux pensionnés dont les revenus mensuels excèdent 40.000 frs.
(2) Limitation des déductions fiscales pour frais de déplacement, jusqu'aux échelles de tarif des Chemins de fer. Un travailleur qui a un revenu annuel de 700.000 frs brut et qui parcourt quotidiennement 80 km paiera désormais quelque 20.000 frs d'impôts supplémentaires.
(3) Les chômeurs partiels perdent après un an 10% (à partir du 1er juin) et après 2 ans 20% (à partir du 1er juin 1993) de leur allocation de chômage. Un manque-à-gagner de 1000 à plus de 3.000 frs par mois...
(4) Le champ d'application du fameux article 143, qui permet l'exclusion des chômeurs de longue durée, s'étend désormais aux chômeurs à temps partiel, aux jeunes qui sortent de l'école et aux interruptions de chômage.
(5) L'obligation d'une intervention patronale plus grande en cas de chômage temporaire conduira sans aucun doute à un nombre croissant de licenciements.
(6) Dans le secteur des maisons de repos et les soins à domicile, une retenue forfaitaire maximale est appliquée. Les vieillards ou leur famille devront intervenir davantage pour leurs soins vitaux.
(7) La liste des médicaments remboursables est revue. La contribution des patients (ticket modérateur) est augmentée.
(8) La conclusion de contrats de gestion dans les entreprises publiques (poste, chemins de fer,...) réduira l'emploi, entraînera une mobilité accrue du personnel et des hausses de prix pour tous les utilisateurs.

Réagissez immédiatement!

Délégués, organisez immédiatement des réunions d'information. Faites voter des motions exigeant une réaction immédiate, telle qu'une grève de protestation de 24 heures, comme une étape vers une grève générale. Ripostez ensemble, immédiatement. Car tout le monde, sans distinction, sera saigné: les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, les chômeurs, les malades, les Belges et les immigrés, les Flamands et les Wallons.
Exigez que les dirigeants syndicaux se retirent de la concertation. Ils ne peuvent pas collaborer à une politique qui est le bouillon de culture de l'extrême droite. Ils doivent ouvrir les yeux avant que le Vlaams Blok ne les leur ferme.

Dénoncez les véritables profiteurs.

L'introduction d'une taxe de luxe sur les voitures chères (après avoir d'abord réduit la TVA) n'est que de la poudre aux yeux... Les grands capitalistes, les riches sont épargnés par ce gouvernement alors qu'ils sont les véritables responsables de ce déficit budgétaire.
Selon les syndicats, plus de la moitié des économies réalisées dans les années 80 ont été utilisées pour des réductions fiscales. C'est surtout le grand capital et les riches qui en ont profité.

* En 1989, le taux d'imposition théorique sur les bénéfices des sociétés était de 43%. En réalité, les entreprises n'en ont payé que 24%. Une perte de 120 milliards pour les caisses de l'Etat. Le gouvernement promet d'en récupérer seulement 0,9 milliards!
* Le gouvernement précédent a ramené le précompte mobilier de 25 à 10%. Une perte de 35 milliards pour les caisses de l'Etat en 1991. Les revenus du travail sont taxés davantage (parfois 3 fois plus) que les revenus du capital. Et ça ne changera pas!
* Alors que le gouvernement démantèle les services au public, le remboursement des intérêts de la dette de l'Etat (713 milliards en 1991) reste hors d'atteinte.
* Contre la fraude fiscale qui coûte chaque année plus de 300 milliards aux caisses de l'Etat, ce gouvernement ne fait rien. Les 10% les plus riches de la population (notamment Vanden Boeynants, Kirschen, Beaulieu) sont responsables de 80% de la fraude fiscale.

.. Faites payer le grand capital. Les travailleurs ne débourseront pas un franc de plus!

«Si vous voulez trouver de l'argent, il faudra aller le chercher dans d'autres poches», disaient les syndicats le 7 mars.
• Retour à un impôt réel de 45% sur les bénéfices des sociétés avec suppression immédiate de toutes les dispenses et déductions, y compris pour les centres de coordination.
• Levée du secret bancaire, nationalisation sans dédommagement du secteur bancaire et renforcement effectif de l'Inspection Spéciale des Impôts.
• Réduction annuelle de 50 milliards de la charge de la dette publique, aux frais des banques.
• Imposition égale du travail et du capital.
• Impôt sur les grandes fortunes et impôt plus élevé pour les revenus supérieurs à 1,5 million.

Vers une médecine à deux vitesses: une pour les riches et une pour les pauvres?

Les vieillards en maison de repos (ou leur famille) devront intervenir davantage dans la couverture de leur soins médicaux. Des sociétés privées proposent dès maintenant des polices spéciales (2.000 F par mois à partir de 40 ans). Seuls ceux qui ont de l'argent en suffisance peuvent encore rêver d'une vieillesse paisible. Petit à petit, on en arrive donc à une assurance-maladie à deux vitesses, selon le modèle américain: un minimum pour les pauvres, une médecine de qualité pour celui qui en a les moyens.

Le PTB exige que l'Etat respecte toutes ses obligations en matière de sécurité sociale, telles qu'elles ont été fixées après la Seconde Guerre mondiale. Cela signifie qu'il couvre automatiquement tous les déficits causés par l'augmentation du chômage et le vieillissement de la population. C'est chez les riches qu'il faut trouver l'argent pour financer cela (voir ci-contre). La médecine doit être entièrement gratuite et tous les acquis du passé doivent être maintenus.

Des économies sérieuses dans le secteur sont possibles grâce à

- la nationalisation sans dédommagement de l'industrie pharmaceutique
- l'introduction d'un Service national de la Santé où les médecins travaillent à un salaire forfaitaire (maximum trois fois le salaire moyen d'un ouvrier).

Le modèle japonais en slip

1er MAI PTB

De plus en plus, les patrons belges adoptent le modèle japonais: just in time, management participatif, flexibilité. Ils passent sous silence l'insatisfaction croissante de l'ouvrier japonais confronté à ce système. Les jeunes Japonais refusent d'encore s'engager dans l'industrie automobile, parce que le travail y est trop dangereux, trop fatiguant et trop sale.

A propos des conditions de travail et des réactions des ouvriers japonais, nous entendrons, à la fête du 1er mai du PTB, **Tsugio Takaichi**, membre du Parti Communiste du Japon (gauche) et vice-président, jusqu'en 1989, de l'Union japonaise des ouvriers des télécommunications.

A la fête du 1er mai également:

+ **La crise des années 30.** Avec la participation d'un groupe de travail qui prépare une commémoration des grèves de 1932 dans le Borinage et Jo Cottenier, section syndicale du PTB.

+ **Nina Andreeva,** présidente du Parti communiste des Bolcheviks de l'URSS, qui organise la résistance contre la restauration du capitalisme dans l'ancienne Union soviétique.

+ **Philip Agee**, ex-agent de la CIA et auteur du livre «Journal d'un agent secret», qui traite des activités secrètes de la CIA contre les organisations progressistes et de gauche dans le monde.

1er mai, Vrije Universiteit Brussel, Auditorium Q, avenue de la Plaine, 1040 Bruxelles.
A partir de 10 h. Entrée: 300 F en prévente, 400 F à l'entrée.

De l'assurance-chômage à l'état de nécessité

Les allocations complémentaires de chômage pour les temps partiels involontaires et pour les interruptions de carrière diminueraient progressivement avec le temps.

Ainsi, le gouvernement travaille petit à petit à abolir «les différences avec les autres Etats européens» en procédant à un nivellement par le bas. Comme aux Pays-Bas et en Allemagne, il veut limiter dans le temps (1 à 2 ans) le droit au chômage.

Stop à la chasse aux chômeurs. Lutte contre le chômage. Au cours des dernières années, la productivité dans les usines et les bureaux s'est énormément accrue grâce à l'introduction de nouvelles technologies et la généralisation de la flexibilité. Maintenant, moins de gens doivent travailler plus dur.

Le progrès doit être au profit des travailleurs. L'introduction immédiate de la semaine de 32 heures avec maintien de salaire allègera le travail, créera ou sauvera 400.000 emplois et fournira un travail à temps plein à 300.000 temps partiels. Simultanément, la flexibilité doit être freinée: respect de la journée de 8 heures de travail, interdiction du travail de nuit et du travail du week-end où ce n'est pas vraiment nécessaire, conversion des contrats temporaires en contrats fixes.

Parce que tout chômeur coûte 500.000 frs à l'Etat (moins de revenus et plus de dépenses), la semaine de 32 heures avec maintien de salaire et embauche compensatoire exercera une influence positive sur la sécurité sociale. On pourra y puiser les moyens de donner à chaque chômeur, quelle que soit sa situation familiale, pour toute la durée de son chômage, une allocation égale à 60% de son salaire brut. Le minimum vital doit être augmenté à 28.000 frs par mois.

Hara-kiri sur les services publics

60% des économies seront réalisées dans le secteur public. 200.000 emplois sont sur la sellette. Les privatisations ne menaceront pas seulement le statut du personnel mais elles rendront aussi les services plus chers et conduiront à la suppression des services déficitaires mais nécessaires pour la population.

La stabilité de l'emploi est remplacée par la sécurité du travail. Les fonctionnaires devront être mobiles en permanence, prêts à passer d'un service à l'autre, d'une région à l'autre. Aucun fonctionnaire ne pourra être sûr aujourd'hui du travail qu'il fera demain.

— Non aux privatisations ouvertes et déguisées.
— Non à la mobilité.
— Maintien de l'emploi. Engagements statutaires uniquement. Pas d'atteinte au statut des fonctionnaires.
— Davantage de Services Publics, de meilleure qualité. Enseignement démocratique.

L'Europe n'est pas votre affaire

L'ennemi le plus dangereux des travailleurs belges n'est pas le Moyen-Orient mais l'Europe. Depuis le couplement du franc belge au mark allemand, la politique salariale et budgétaire belge est déterminée à Bonn. Au dernier sommet européen de Maastricht, cette politique a été étendue à l'ensemble de l'Europe occidentale. Les monopoles européens - sous la direction des multinationales allemandes - veulent des assainissements draconiens dans tous les pays européens. Ils veulent ramener tous les acquis des travailleurs à leur niveau le plus bas pour devenir plus forts dans la concurrence internationale face aux Etats-Unis et au Japon. Une concurrence qui mène au chômage, à des guerres commerciales, à des crises financières, à la misère et à la guerre dans le monde entier. Pour cette Europe du grand capital, les travailleurs ne feront aucun sacrifice.

— Non à l'Union Economique et Monétaire Européenne. Découplement du franc belge et du mark allemand.
— Pas d'armée européenne. Pas d'intervention militaire dans le tiers monde ou en Europe de l'est.

Le PTB lutte pour une Belgique socialiste. Le pouvoir du grand capital doit être brisé par la nationalisation sans dédommagement des banques, des holdings et des multinationales.

Si vous voulez connaître la vérité sur les jeunes immigrés à Bruxelles...

Les journaux et la télé parlent de plus en plus souvent des jeunes immigrés de Bruxelles. Si on doit les croire, ce sont des voyous, des voleurs, des drogués ou même des criminels. Presque chaque semaine, la presse parle des affrontements avec les gendarmes ou les policiers. Mais dit-on toute la vérité sur ces jeunes?

Pourquoi les jeunes immigrés se sentent-ils mal dans leur peau?

Rachid se présente à l'embauche d'une grande usine automobile; il n'est pas engagé parce qu'il est étranger. Et si c'était votre fils?
Mohammed a seize ans; comme beaucoup de jeunes, il roule parfois sans casque à mobylette. Une voiture de gendarmes le poursuit et le renverse. C'est arrivé lundi 23 mars 1992, à Saint-Josse. Ses copains lui sont venus en aide, ils ont été encerclés par la gendarmerie, une patronne de café a été arrosée de gaz lacrymogènes. Et si c'était votre fils que la GTI avait renversé?
Farida a fini ses études, elle voudrait enseigner: elle aime les enfants. Pourtant elle ne peut pas, elle n'est pas belge. Et si c'était votre fille qui ne peut pas devenir prof, ou facteur, ou fonctionnaire?
Ahmed, ça fait trois fois qu'il est contrôlé en cette première semaine de mai 1991. Qu'on l'insulte. Qu'on le met tout nu dans un commissariat; il est humilié, on le traite comme un ennemi. Et si c'était votre fils que les policiers déshabillent dans un commissariat?
Cela ne vous mettrait pas en colère?!

L'humiliation et la répression des jeunes immigrés provoquent l'explosion!

En mai 1991, des jeunes immigrés de Forest, une commune populaire de Bruxelles, se sont révoltés contre la police. Un contrôle de plus, une insulte raciste de plus, et le vase a débordé. Les jeunes se sont battus pour que toute la Belgique sache la vérité: «La plupart d'entre nous sont nés ici, mais nous n'avons aucun droit, nous ne sommes pas respectés. Nous n'avons pas d'endroits pour nous réunir, on nous chasse des dancings, on ne trouve pas de travail, nous n'avons pas le droit de voter». Quand les patrons ont fermé les mines du Borinage ou du Limbourg, les mineurs se sont aussi battus avec la police et les gendarmes, non?

Comment le gouvernement a-t-il répondu à l'appel de ces jeunes?

Tobback a envoyé encore plus de gendarmes. Aujourd'hui, dans certains quartiers de Bruxelles, des gendarmes à cheval circulent en permanence. Du haut de leur cheval, ils contrôlent les jeunes immigrés; ils leur font la chasse en GTI. Un jour, à Molenbeek, 224 gendarmes ont bouclé tout un quartier immigré; sans distinction, hommes, femmes et enfants ont été contrôlés; chaque maison a été fouillée. 78 personnes ont été conduites au poste, sans possibilité de se défendre. Si on recherche un délinquant dans votre rue, accepteriez-vous que tous vos voisins soient emmenés?

Pourquoi tant de gendarmes à Bruxelles, pourquoi tous ces déplacements d'autopompes, de voitures blindées?

A Bruxelles, il y a le siège du gouvernement: celui qui volera chaque année 50.000 francs à chaque famille d'ici 1996. C'est à Bruxelles que manifestent les sidérurgistes de Liège ou de Charleroi, les mineurs du Limbourg, ou les ouvriers de MBLE de Bruxelles quand on ferme leur usine et qu'on les jette à la rue. C'est à Bruxelles que manifestent les enseignants. Le gouvernement impose des mesures impopulaires sans demander l'avis des travailleurs. Le gouvernement a peur de leur colère. C'est pour cela qu'il entraîne sa gendarmerie à se déplacer très vite, avec des centaines de gendarmes d'un coin à l'autre de la capitale. Les jeunes immigrés sont un bon prétexte pour cela.

Ecoutez l'histoire de Mimoun et la souffrance d'un père qui a perdu son fils

Mimoun est né en Belgique, il y a 22 ans. Son père Amar, était venu en Belgique, invité par le gouvernement, parce que les patrons avaient besoin de main d'œuvre bon marché. Le père est ouvrier tourneur, comme tant d'autres ouvriers belges. Mimoun est ouvrier boulanger, sérieux au travail et gentil. Le 6 août 1991, à la Grand Place, il shoote contre une boite de coca vide. Un agent de police lui ordonne de la ramasser. Mimoun refuse: il ne l'a pas jetée à terre. L'agent le fait tomber, tête contre le sol, et le roue de coups. Mimoun est hospitalisé: hémorragie cérébrale. Il est dans le coma. Quand il se réveille, il ne reconnaît plus personne. On doit l'attacher sur son lit. Une fois détaché, Mimoun se jette par la fenêtre. Sept mois plus tard, son père attend toujours que justice soit faite. Et si c'était votre fils?

Le gouvernement aime certains étrangers...

Dans l'accord de gouvernement, on a prévu des avantages pour certains étrangers: les hommes d'affaires qui viennent s'installer ici auront rapidement tous leurs papiers et toutes les facilités. Un nouveau PDG américain, japonais ou allemand pourra s'inscrire sans problème dans un quartier chic, et recevoir des exemptions d'impôts. Il aura tous les pouvoirs pour rationaliser une usine en difficultés (ou non) et jeter quelques nouvelles centaines de travailleurs à la porte. En Belgique, on est un bon étranger quand on est du côté des patrons, on est un mauvais immigré quand on fait partie des simples travailleurs...

Belges et immigrés; forts ensemble Droits politiques et sociaux égaux

L'immense majorité des immigrés de notre pays et leurs enfants font partie du monde des travailleurs. Le racisme est un poison qui les divise, à la grande joie des patrons. Dans les années trente, les nazis ont utilisé le racisme contre les Juifs pour liquider toute démocratie: les syndicalistes, les communistes, les démocrates ont été jetés dans les camps de concentration, où beaucoup sont morts. Les nazis ont exterminé six millions de Juifs, trois millions de Polonais. La deuxième guerre mondiale a fait 50 millions de morts. Le capitalisme en crise se prépare à de nouvelles guerres. Il faut barrer la route au racisme et au fascisme avant qu'il ne soit trop tard. Les travailleurs doivent tous avoir les mêmes droits pour se battre contre le capitalisme. C'est pour cela que le PTB soutient la pétition «Objectif 479.917 fois non au racisme et au fascisme». Elle réclame des droits politiques et sociaux égaux pour Belges et immigrés. Prenez part à cette campagne, devenez vous-même collecteur!

Mimoun; mort pour une boîte de coca...

Exigez avec nous:

- L'égalité des droits politiques et sociaux par l'attribution automatique de la nationalité après cinq ans de séjour légal en Belgique
- L'interdiction des organisations et de la propagande racistes

Dans votre intérêt, exigez:

- le retrait de la gendarmerie des quartiers populaires
- la cessation des contrôles policiers à caractère raciste

Vous aimez le foot?

Savez-vous que Franky Vanderelst et six autres joueurs du FC Bruges ont signé la pétition «Objectif 479.917» (De Morgen, 24 mars 1992). Quand le sport unit les travailleurs entre eux, il fait du bon travail!

Mettez un Solidaire dans votre réservoir (d'idées)

Solidaire, l'hebdomadaire du PTB, publie chaque semaine des informations et des analyses sur les projets gouvernementaux, les points de vue des syndicats, la lutte dans les entreprises et les services. Un outil indispensable pour tout ouvrier et syndicaliste lucide. Faites connaissance: prenez un abonnement de 5 semaines à l'essai, gratuit et sans engagement. Complétez le bon ci-dessous et envoyez-le ou remettez-le à un de nos militants à la porte.

OBJECTIF 479.917 fois NON au racisme et au fascisme

Au cours des années trente, le racisme anti-juif a préparé la terreur, non seulement contre les Juifs, mais aussi contre les communistes, les syndicalistes, les antifascistes. Les fascistes des différents pays européens ont utilisé le racisme et le nationalisme pour préparer la guerre mondiale, une guerre de conquête et de domination au cours de laquelle ils ont assassiné entre autres vingt-trois millions de Soviétiques, 6 millions de Polonais, 6 millions de Juifs. En Belgique, 13.000 résistants et 28.000 Juifs.

Aujourd'hui, le racisme anti-immigré et le nationalisme de droite préparent à nouveau la terreur et la guerre. La terreur contre les immigrés en Allemagne, la guerre civile causée par le nationalisme en Yougoslavie et les projets d'intervention militaire européenne dans ce pays sont des signes alarmants.

Le problème de notre société n'est pas la présence des immigrés. Ils constituent la couche la plus opprimée et la plus faible du monde du travail et contribuent de façon notable à la richesse de la Belgique.

Le problème, c'est le racisme, la discrimination et le fascisme.

Le 24 novembre dernier, 479.917 personnes ont voté pour les partis fascistes. Nous voulons récolter au moins 479.917 signatures contre le racisme et le fascisme, pour l'égalité des droits politiques et sociaux pour les immigrés. C'est une réponse positive au racisme.
Tel est l'enjeu d'Objectif 479.917.
Par l'octroi automatique de la nationalité belge aux immigrés qui résident légalement en Belgique depuis 5 ans, toutes les discriminations légales basées sur la nationalité sont éliminées d'un seul coup. La réalisation de cette revendication place tous les citoyens de ce pays sur pied d'égalité face au droit de vote, à l'éligibilité, à l'emploi, au droit à la circulation et à l'établissement des personnes, à la sécurité sociale, etc.

Signez la pétition d'Objectif 479.917
Devenez un collecteur actif d'Objectif 479.917.

10.000 collecteurs x 50 signatures = 500.000 réponses contre le racisme
Le Parti du Travail soutient entièrement cette pétition.

Aidez-nous à recueillir 479.917 signatures contre le racisme et le fascisme.

Renvoyez le bon ci-dessous à
«Objectif 479.917»
rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles

Nom: .....

Adresse: .....

Code postal & commune: .....

Téléphone: .....

Souhaite recevoir ..... pétitions pour les diffuser.

A renvoyer à:
OBJECTIF 479.917
Rue de la Caserne 68,
1000 BRUXELLES

OBJECTIF 479.917

L'**objectif** est de recueillir avant le 24 novembre 1992 autant de signatures que les partis fascistes les plus importants (VLAAMS BLOK, FRONT NATIONAL, AGIR), ont obtenu de votes le 24 novembre 1991, à savoir **479.917**.

PETITION

Les soussignés exigent du gouvernement une solution positive et radicale au problème du racisme envahissant la société, une solution qui affirme de façon claire et nette la dignité, l'égalité et la solidarité humaine.
Nous exigeons des droits politiques et sociaux intégraux pour les immigrés par l'attribution automatique de la nationalité belge à tous ceux qui résident légalement en Belgique depuis cinq ans.

NOM et PRENOM	ADRESSE	PROFESSION	SIGNATURE

BON

J'agis pour la sécurité sociale pour le travail et les revenus
J'agis contre les riches et le grand capital
J'agis contre le racisme et le fascisme

A renvoyer à: PTB – Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Nom: .....

Adresse: .....

Code postal & commune: .....

Tél.: .....

Entreprise: .....

Fonction syndicale: .....

Solidaire

☐ commande un abonnement gratuit de 5 semaines à Solidaire, sans aucune obligation
☐ souhaite recevoir les informations pour prendre un abonnement à Solidaire
☐ commande Solidaire 47/91: un document spécial sur l'histoire du racisme et du fascisme et sur la lutte contre ces fléaux (20 p., 30 F)

Fête du 1er mai

☐ commande ..... ex. du dépliant-programme 1er Mai (5 F)
☐ commande ..... cartes de prévente 1er Mai (100 F pièce)

Activités du PTB

☐ souhaite recevoir un dossier reprenant toute l'information relative aux activités, aux journées d'étude, aux voyages, aux publications du PTB
☐ souhaite recevoir des informations à propos de la rencontre d'été à Natoye (du 12 au 16 août 1992)

Au travail avec le PTB

☐ commande ..... ex. de ce tract (1 F/ex.)
☐ veut aider le PTB à diffuser ce tract aux autres entreprises ou bureaux
☐ commande ..... ex. de l'autocollant «Faites payer le grand capital pour les revenus et le travail» (3 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'affiche «Faites payer le grand capital pour les revenus et le travail» (1 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'autocollant «Une meilleure sécurité sociale. Allocations sociales = 60% du salaire brut. Médecine gratuite» (3 ex./1 F)
☐ commande l'affiche «Une meilleure sécurité sociale...» (1 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'autocollant «Semaine de 32 heures avec maintien de salaire, plus d'emplois, moins de stress» (3 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'affiche «Semaine de 32 heures...» (1 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'autocollant «Nie wieder faschismus» (3 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'affiche «Nie wieder faschismus» (1 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'autocollant «Belges et immigrés, forts ensemble. Egalité des droits politiques et sociaux» (3 ex./1 F)
☐ commande ..... ex. de l'affiche «Belges et immigrés, forts ensemble...» (1 ex./1 F)

La vérité sur le Vlaams Blok

☐ souhaite recevoir le tract «La vérité sur le Vlaams Blok» (1 ex./1F)
☐ souhaite recevoir ..... ex. du tract pour le diffuser (1 ex./1 F)

Le PTB soutient «Objectif 479.917»

☐ veut collaborer, via le PTB, à la pétition «Objectif 479.917 fois Non au racisme et au fascisme»
☐ souhaite recevoir ..... ex. de la pétition
☐ s'engage à recueillir ..... signatures
☐ faites-moi parvenir le badge d'»Objectif 479.917" (50 F)
☐ je donne ..... F de soutien pour «Objectif 479.917»

☐ Ci-joint ..... F pour le matériel commandé et le soutien.

Editeur responsable: H. Verwimp, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles